

contre les délits de la presse, on ne devait pas la soumettre au régime préventif, à la censure, et que le système de la répression était le seul équitable et constitutionnel.

M. Sauzet, comme président du Conseil d'Etat, donna toute la mesure de sa capacité. « Je ne suis pas étonné, dit M. de Cormenin, qu'il ait présidé le Conseil d'Etat avec une si remarquable supériorité. Il fallait le laisser à la tête de ce grand corps de magistrature administrative. C'était là son talent, c'était là sa place. Je ne crois pas avoir jamais entendu, depuis M. de Martignac, un rapporteur plus intelligent et plus disert, et M. Sauzet doit cet avantage à la réunion de trois qualités qui constituent les rapporteurs éminents, savoir : la clarté, la mémoire et l'impartialité. »

A la Chambre, M. Sauzet se distinguait par ses discours, ses rapports politiques et ses rapports d'affaires. Aussi à l'ouverture de la session de 1836, fut-il choisi comme vice-président. Il défendit alors le principe de la conversion des rentes contre le ministère du 11 octobre. Le cabinet ayant succombé dans cette question, fut remplacé par celui du 22 février (1836). M. Sauzet fut appelé à en faire partie en qualité de ministre de la justice et des cultes. Il soutint, dans la question des fonds secrets, la politique du ministère, et posa un programme d'ordre et de conciliation qui, jusqu'à la fin de la session, concourut à rallier la majorité au nouveau cabinet. Il défendit, à la Chambre des Pairs, le projet de loi organique sur la responsabilité ministérielle qu'il avait déjà fait adopter, comme rapporteur, par la Chambre des députés.

M. Sauzet défendit aussi devant les deux Chambres la